

## Décision du Président n°D2022/09

### Convention constitutive de groupement de commandes

Monsieur le Président du SMOYS,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la commande publique,

Vu l'arrêté inter préfectoral n° 2022-PREF-DRCL-397 du 10 octobre 2022 portant modification des statuts du Syndicat Mixte Orge-Yvette-Seine pour l'électricité et le gaz,

Vu la délibération du comité syndical n° 2020-19 du 8 octobre 2020 arrêtant les attributions déléguées au Président pour la durée de son mandat,

Vu la délibération 2022-34 portant modification de la délégation du Comité Syndical au Président,

Considérant que les syndicats franciliens adhérant au Pôle énergie Ile de France assurent depuis plusieurs années la maîtrise d'ouvrage d'installation, d'exploitation et de maintenance de bornes de recharge sur le domaine public et qu'ils ont décidé de constituer un groupement afin de créer une harmonisation du service rendu aux usagers

Considérant que les Membres du Pole Energie Ile de France conviennent de constituer un groupement de commandes, désigné « le Groupement », en application de l'article L.2113-6 du Code de la commande publique en vue de la passation conjointe de marchés

Considérant que le groupement de commandes est constitué entre ses Membres pour les achats relatifs aux Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques (IRVE).

Considérant que les membres demeurent libres de recourir à leurs propres marchés afin de satisfaire un besoin relevant de l'objet des marchés groupés dès lors qu'ils n'auront pas exprimé de besoins au moment du lancement d'un marché groupé à une demande de confirmation du coordonnateur

### Décide

**ARTICLE 1 :** de signer la convention constitutive de groupement de commandes, jointe en annexe.

**ARTICLE 2 :** La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Versailles ou d'un recours gracieux auprès du SMOYS, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Le Tribunal Administratif de Versailles peut être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible depuis le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Fait à Sainte-Geneviève des Bois, le 7 novembre 2022

Le Président

Brahim OUAÏREM

